

De La Compétitivité Des Pays: Cas De l'Algérie A Travers Les IDE

Matouk Belattaf¹, Abdenour Mouloud² and Sylia Belattaf³

¹ University of Bejaia

Received: 9 December 2013 Accepted: 1 January 2014 Published: 15 January 2014

Abstract

The competitiveness of nations has become essential for successful integration into the global economy. It is determined by the productivity with which a nation or a region uses its various resources and determining the standard of living of the nation. Algeria is carried low scores, despite the sustained economic growth, macroeconomic stability, substantial foreign exchange reserves and external debt insignificant. It gets bad ratings by independent institutions. The objective of this paper is to analyze the competitiveness of Algeria, locate its position relative to its partners, identify the real obstacles to the acquisition of competitive advantages, and propose actions to be implemented to allow the countries to become more competitive.

Index terms— competitiveness, attractiveness, economic performance, growth, innovation, algeria.

1 Introduction

a compétitivité des nations, essentielle pour réussir l'insertion dans l'économie mondiale, est déterminée par la productivité avec laquelle une nation ou une région utilise ses différentes ressources. La théorie de la compétitivité a fortement évolué de Smith à Porter (diamant de compétitivité), alliant facteurs macro et microéconomiques de compétitivité. Pour les pays développés, l'Etat est un canalisateur/stimulateur pour les entreprises, sources de compétitivité. Dans les économies en développement, il doit toujours jouer un rôle actif et direct dans le diamant de compétitivité car le secteur privé n'est pas encore important pour assurer un taux d'investissement suffisant, et fragile pour affronter la concurrence étrangère. L'Algérie réalise de mauvais scores, malgré une croissance soutenue, une stabilité macro-économique, des réserves de changes importantes et une dette extérieure insignifiante. L'Algérie reçoit de mauvaises notations dans les analyses publiées par les institutions indépendantes. Le classement de référence sur la compétitivité des nations, le Business Competitiveness Index, publié par le Forum Economique Mondial, classe l'Algérie pour la période 2006-2007 à la 76^{ème} place sur 125 pays classés, derrière la Tunisie 30^{ème} et le Maroc 70^{ème}. Les relatifs et récents progrès sont loin d'être suffisants et d'atteindre les fortes potentialités du pays. L'on essaiera d'analyser la compétitivité de l'Algérie, de la situer par rapport à ses partenaires et de déceler les freins à l'acquisition d'avantages compétitifs.

2 a) De la compétitivité en général

Le concept de compétitivité est complexe et possède de nombreuses définitions souvent utilisées pour exprimer différentes situations 1 ? « La compétitivité est la capacité à fabriquer des biens et des services qui répondent aux exigences des marchés internationaux, tout en offrant aux citoyens un niveau de vie qui tout à la fois s'élève et puisse être préservé à long terme ».

, toutes proches l'une de l'autre :

? « La compétitivité désigne la capacité d'entreprises, d'industries, de régions, de nations ou d'ensembles supranationaux de générer de façon durable un revenu et un niveau d'emploi relativement élevé, tout en étant et restant exposés à la concurrence internationale ».

? « la compétitivité d'une nation est la capacité à améliorer durablement le niveau de vie de ses habitants et à leur procurer un haut niveau d'emploi et de cohésion sociale ».

44 Ainsi parler de la compétitivité et l'attractivité d'un territoire, cela revient à dire qu'un pays peut être
45 compétitif du fait de ses fortes parts de marché à l'étranger et de son excédent commercial, en même temps,
46 avoir un territoire attractif, c'est-à-dire compétitif dans la mesure où il va peut attirer des investissements. La
47 compétitivité d'un pays est liée à son attractivité, donc à sa faculté à attirer sur son sol des activités mais
48 aussi sa capacité à contribuer à l'amélioration du bien être de sa population. En somme, la compétitivité est
49 un ensemble de conditions propices à la croissance, sur lesquelles l'action publique peut avoir une influence
50 positive ou négative. Les domaines où la compétitivité peut intervenir comme outil de décision sont les suivants
51 : Education-Recherche ; Attractivité du territoire ; Choix de paramètres de productivité ; Choix de compromis
52 entre dépense publique et qualité des services publics ; Incitation aux coopérations internationales ; Change et
53 du taux d'intérêt ; Institutions du marché du travail ; Réglementation de la concurrence sur le marché des biens
54 et services ; Intervention de l'Etat dans le capital d'entreprises ou avec des subventions, ? Plusieurs des éléments
55 précédents semblent s'appliquer tant aux entreprises qu'aux Etats. Deux entreprises en compétition se livrent
56 une véritable guerre : perdre et tomber en faillite, ou rachetée par l'autre. En revanche, deux Etats qui rentrent
57 en concurrence sur certains marchés, peuvent progresser en même temps, tous les deux. Parfois deux entreprises
58 sont en concurrence pour certains produits tout en coopérant sur d'autres (études, sous-traitance,?). Les Etats
59 peuvent être en concurrence pour l'attraction des IDE mais entrent en coopération ou partenariat au niveau de
60 certaines entreprises, d'opérations d'aide étrangères, ?

61 **3 b) Définitions de compétitivité par les institutions interna-** 62 **tionales et régionales**

63 Les institutions internationales et régionales ont défini la compétitivité des territoires, sous l'angle des
64 performances sur les marchés internationaux et intérieurs « captifs », du bien-être et de la préservation des
65 patrimoines, ? Compétitivité intégrant le bien-être des populations, le développement durable 2 ? La performance
66 sur les marchés internationaux: La compétitivité d'un territoire, d'une nation peut être appréciée par le niveau de
67 vie de ses habitants (PIB/hab.). Pour l'OCDE, c'est « la capacité de produire des biens et services qui passent le
68 test des marchés internationaux, tout en maintenant des niveaux de revenus élevés et durables », ou « la capacité
69 des entreprises, des régions, des nations ou des zones géographiques supranationales d'engendrer, tout en étant
70 exposées à la

71 **4 c) Critères de compétitivité**

72 A la diversité de la compétitivité correspond celle des indicateurs de performances pour l'évaluer.

73 **5 i. Limites et inconvénients de l'usage du PIB/hab. comme** 74 **mesure du niveau de vie**

75 Cet indicateur n'étant qu'une moyenne, donc ne reflète pas une répartition « réelle et équitable » et occulte «
76 la misère » d'une grande partie de la population. La compétitivité suppose continuité et durabilité, le PIB/hab.
77 avec son évolution ne peuvent l'assurer ni décrire l'aptitude de l'économie à offrir durablement un certain niveau
78 de vie. Il ne faut pas confondre pouvoir d'achat et bien-être, car le confort, la quiétude, la qualité et la cadre de
79 vie ne puissent être obtenus avec de l'argent (qualité et propreté de l'air, silence?..)

80 **6 ii. La compétitivité-prix**

81 Dans un contexte de concurrence parfaite, pour comparer les prix, il suffit de confronter les coûts. Pour la
82 compétitivité de deux pays, l'on compare coûts salariaux unitaires et productivité du facteur travail. Si les
83 coûts pour un pays s'accroissent plus rapidement que la productivité (hausse du SMIG, des salaires), ses prix à
84 l'exportation connaîtront alors un accroissement, perdront des parts de marché, et doit réagir pour retrouver sa
85 compétitivité : soit jouer sur le taux de change (dévaluation de la monnaie, sauf dans une zone monétaire aux
86 marges de manoeuvre réduites), soit provoquer une déflation, ralentissant fortement l'économie, et entraînant le
87 chômage. Enfin, pour faire jouer la compétitivité-prix, il faut une amélioration globale de la productivité dans
88 l'économie permettant l'amélioration durable du PIB. Cet aspect de compétitivité-prix peut être illustré par la
89 comparaison de productivité dans certains pays développés.

90 **7 iii. La compétitivité par la qualité et l'innovation**

91 Comparer des produits selon leur prix et choisir le plus cher car de meilleure qualité. Parfois l'on est porté sur
92 les produits « dernier cri » car plus récent, donc plus innovant.

93 ? La contribution des TIC à la croissance et la compétitivité: une étude 7 ? Innovation commerciale: le
94 commerce électronique de biens et services, via l'Internet, permet des avantages divers supérieurs au commerce
95 traditionnel. récente a mis en exergue l'influence de la diffusion des TIC dans une économie. L'innovation
96 améliorant la compétitivité provient de la technologie, du renouvellement des produits, de nouvelles méthodes de
97 ventes, de changements organisationnels de l'entreprise ou de montages financiers innovants.

98 ? Innovation organisationnelle: les entreprises doivent mieux s'organiser pour maintenir les clients: délais
99 courts, qualité irréprochable, adaptation aux 7 La compétitivité d'un pays dépend aujourd'hui comme le diamant
100 de l'avantage national, composé de 4 grands déterminants : facteurs de base, demande intérieure, filières
101 industrielles et industries apparentées, structure et stratégie des entreprises, car créant l'environnement dans
102 lequel les entreprises naissent et apprennent à devenir performantes. Ainsi la concentration géographique des
103 entreprises permet la formation de pôles de compétitivité, l'innovation, anticiper et répondre à la demande du
104 marché. Ce qui forme un cluster dynamique et innovant, donnant un avantage compétitif pour la nation.

105 **8 d) Le Diamant de Porter 9**

106 Michael Porter définit 4 grands paramètres dynamiques formant les déterminants de l'avantage concurrentiel
107 d'une nation, le « losange » ci-dessous: 9 Michael E. Porter «The Competitive Advantage of Nations», New
108 York: The Free Press, 1990. Republished with a new introduction, 1998.

109 **9 Stratégie de l'entreprise**

110 **10 Relation des entreprises**

111 **11 Les facteurs Etat de la demande**

112 Le rôle de l'Etat ? Infrastructure : Dans le monde de communications instantanées, l'infrastructure joue toujours
113 un rôle central. Les réseaux de transport, de logistique et de télécoms représentent le coeur vital des entreprises
114 du XXI ème siècle. En effet, avec l'externalisation des fonctions et la localisation dans des pays étrangers, la
115 dépendance face aux moyens logistiques, à l'informatique et aux communications croît de façon exponentielle.
116 Ces infrastructures deviennent essentielles à la livraison des produits et jouent sur la compétitivité : donner accès
117 à une infrastructure de qualité aux entreprises, pour éviter de subir un recul.

118 Au cours des 25 dernières années, de nombreux pays considérés comme pauvres durant les années 70 et 80
119 ont réalisé d'importants investissements dans leur infrastructure. L'Inde a dépensé des centaines de millions de
120 dollars dans des bâtiments et les télécoms afin de stimuler le secteur des logiciels. Actuellement, elle regroupe
121 sur son territoire un très grand nombre des réalisateurs de logiciels mondiaux qui travaillent pour une fraction
122 du prix que cela coûterait en Amérique du Nord. La Corée du Sud a investi des sommes considérables dans
123 l'infrastructure de télécoms et sa population a aujourd'hui accès à une connexion Internet à 50 Mbs. Le pays
124 a aussi connu un développement phénoménal de l'électronique au cours des 15 dernières années (Samsung et
125 LG), et s'est même attaqué au développement d'un réseau international et de logiciels destinés aux technologies
126 mobiles.

127 ? La demande : L'enrichissement de l'avantage concurrentiel d'un secteur d'activité dans un pays exige une
128 demande intérieure évoluée et de haute technicité. La demande sur le marché mondial tire un profit direct
129 d'une forte demande intérieure au pays, confirmant l'hypothèse de Porter que l'essentiel tient aux conditions de
130 demande spécifique de chaque industrie. Le

131 **12 Source: Etabli à partir des données de l'ONS, la Banque** 132 **d'Algérie, les Douanes algériennes, la Banque mondiale et le** 133 **FMI (Ainsi que nos calculs et estimations).**

134 Le pays se caractérise par un marché de plus de 38 millions de consommateurs, et enregistre une bonne situation
135 financière. La dette du pays vis à vis l'étranger est presque totalement réglée (moins de 4 milliards de \$). Le
136 PIB/habitant a enregistré une amélioration durant les dernières années, passant de 4000 \$/hab. en 2007 à 5540
137 \$ en 2013. En PPA, ce dernier dépasserait les 7000 \$. ? Un marché de 38 millions de consommateurs ? Des
138 ressources pétrolières, gazières et minières importantes ? Une stabilité politique et un retour à la sécurité 13 Selon
139 le « world Economic forum», 2002 ? Une bonne santé financière ? Des réformes structurelles qui progressent
140 ? L'amélioration du risque pays ? Le dynamisme du secteur privé Algérien ? Le niveau de la formation de la
141 population en amélioration ? Dette extérieur vis-à-vis l'étranger presque réglée dans la presque totalité

142 **13 b. Organismes chargés de l'IDE et de soutien à** 143 **l'investissement**

144 1 2

¹Rapport du Conseil d'Analyse Economique sur la compétitivité, selon l'Agenda de Lisbonne de 2000.

²MATUHE (ministère de l'AT, de l'urbanisme, de l'habitat et de l'environnement), « Etude sur la compétitivité territoriale », rapport de synthèse, Royaume du Maroc, déc. 2002, pp11 et suivantes.

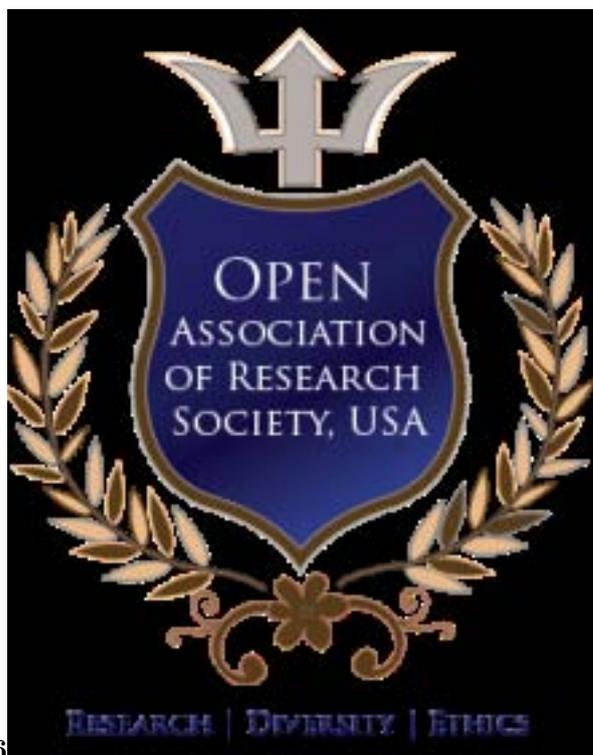


Figure 1: 4 ? 5 ?. 6 ?

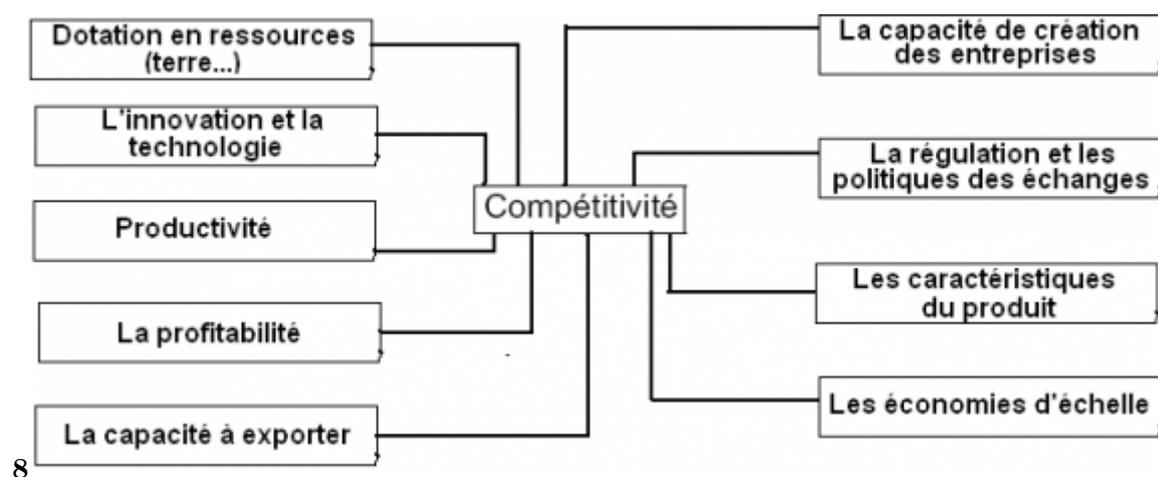


Figure 2: Tableau 8 :

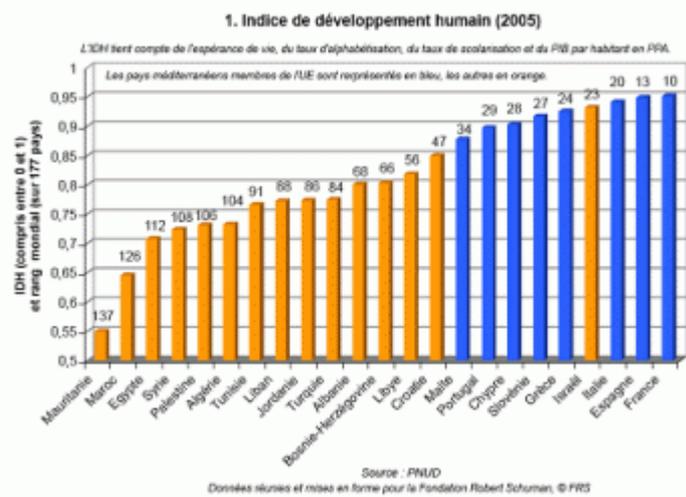


Figure 3: ??

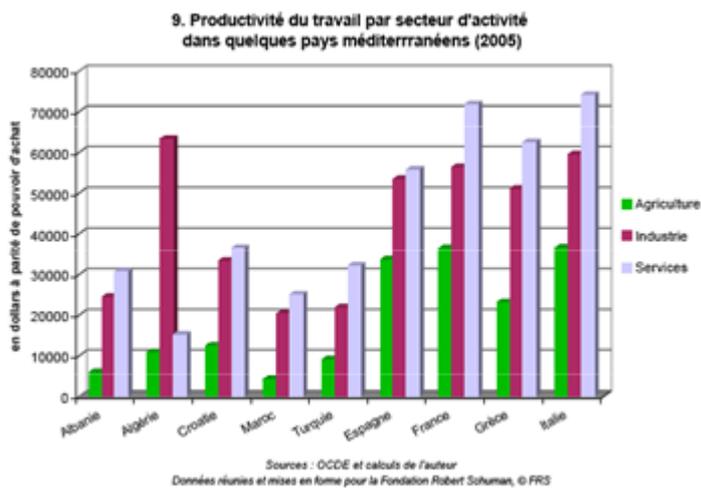
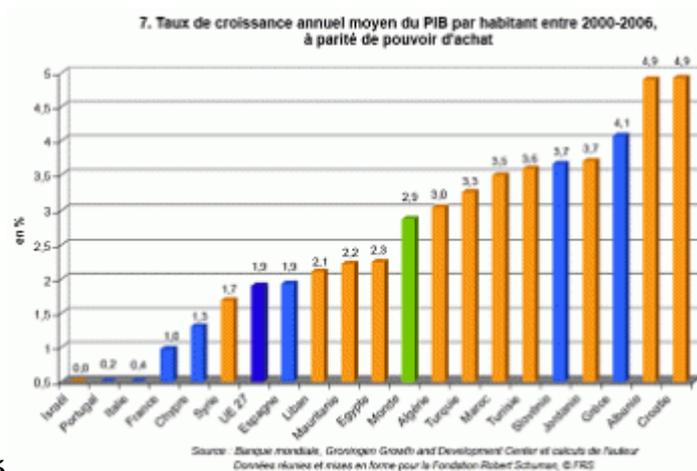


Figure 4:



15

Figure 5: Tableau 15 :

13 B. ORGANISMES CHARGÉS DE L'IDE ET DE SOUTIEN À L'INVESTISSEMENT



Figure 6:

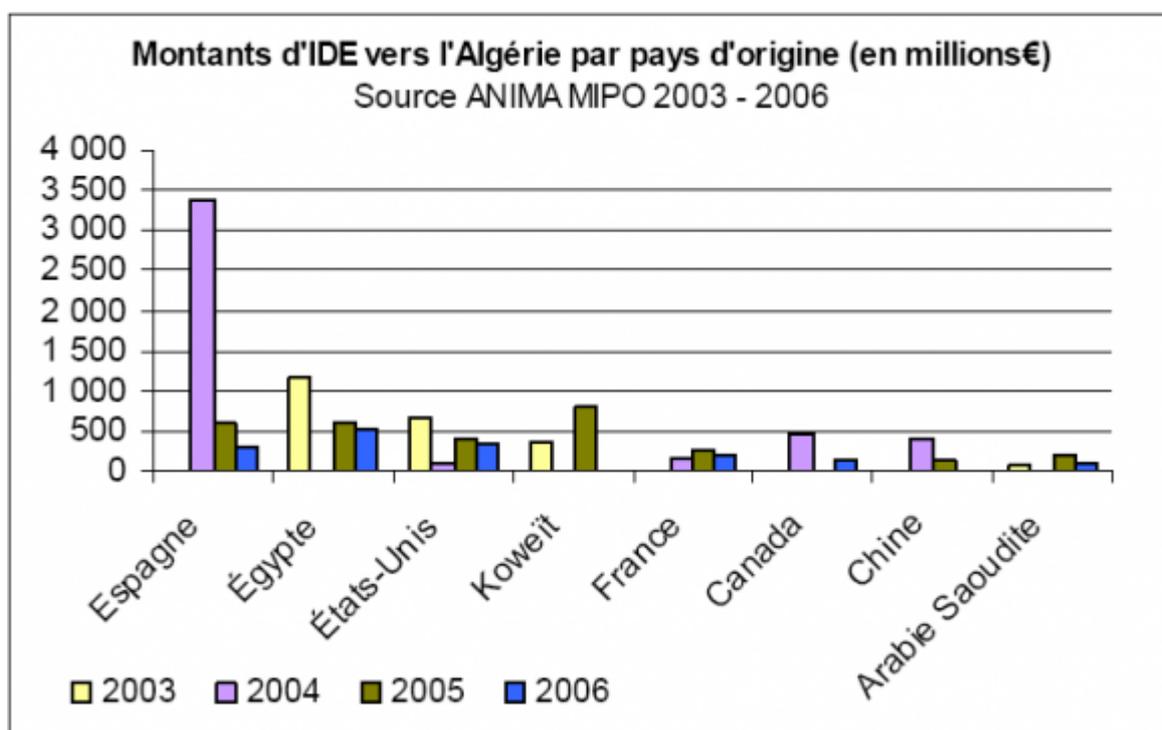


Figure 7:

☐ Télécommunications :	4,4 Milliards USD
• Mobile: 3,4 Milliards USD	
• Fixe: 1 Milliard USD	
☐ Production de ciment:	981 Millions USD
• Ciment gris: 797,6 Millions USD	
• Ciment blanc: 183,4 Millions USD	
☐ Production d'électricité:	974 Millions USD
☐ Centres d'affaires et Hôtellerie:	268 Millions USD
☐ Industries :	413 Millions USD
☐ Industrie du Médicament:	82 Millions USD
☐ Dessalement:	791 Millions USD
Total : 7,9 Milliards USD	

Figure 8:

Secteur Industrie:	
1. Projet aluminium :	05 Milliards USD : Partenariat Algéro / Emirati
2. Projet de production de fertilisant:	02 Milliards USD: Partenariat Algéro/Egyptien
3. Projet de production de fertilisant:	1,8 Milliards USD: Partenariat Algéro/ S. Oman
4. Projet de production d'acier:	02 Milliards USD: Egypte
5. Production de ciment:	412 Millions USD: Egypte
6. Vapo Craking	03 Milliards USD : Partenariat Algéro / Français
Secteur de la santé	
Centre hospitalier spécialisé :	360 Millions USD: Emirats Arabes Unis
Tourisme et promotion immobilière:	
1. Parc Urbain des grands vents:	05 Milliards USD: Emirats Arabes Unis
2. Hôtel + Apart -Hôtels :	180 Millions USD : Emirats Arabes Unis
3. Complexe touristique et d'affaires:	572 Millions USD : Emirats Arabes Unis
4. Construction de villages touristiques:	888 Millions USD : Arabie Saoudite
TOTAL : 21,2 Milliards USD	

Figure 9:

13 B. ORGANISMES CHARGÉS DE L'IDE ET DE SOUTIEN À L'INVESTISSEMENT

	INVESTISSEMENTS DIRECTS ETRANGERS EN MILLIONS DOLLARS					
ANNEES	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Maroc	2 805	2 487	1 952	1 574	2 568	2 836
Egypte	11 578	9 495	6 712	6 386	-483	2 798
Soudan	2 426	2 601	1 816	2 064	2 692	2 466
Tunisie	1 616	2 759	1 688	1 513	1 148	1 918
Algérie	1 662	2 593	2 746	2 264	2 571	1 484
Libye	3 850	3 180	3 310	1 909	-	-
Afrique du Nord	23 936	23 114	18 224	15 709	8 496	11 502
Afrique	51 274	58 894	52 964	43 582	47 598	50 041

Source : CNUCED

Figure 10:

Pays	1999	2001	2003	2005	2006	Janvier-08
 Italie	0	0	0	0	0	0
 Algérie	6	5	4	3	3	3
 Tunisie	3	3	3	3	3	3
 Maroc	4	4	4	4	4	3
 Egypte	4	4	4	4	4	4
 Turquie	5	6	6	5	5	5
 Brésil	6	6	6	5	5	4

Figure 11:



Figure 12:



Figure 13:

La démarche pluridimensionnelle de l'innovation: le schéma suivant synthétise les six dimensions de l'innovation d'aménagement du territoire entrant dans le cadre de la stratégie de l'entreprise: territoire économique et sociale, préservation des bases naturelles de la vie et du patrimoine culturel,

Tableau 2 : Indicateurs de disparité territoriale calculés par région

Indicateurs	Variables
Population	? Densité de population ; Taux de croissance de la population
	? Taux de croissance des migrations de la population
Economie	? Niveau du PIB/hab. et PIB spa par hab.
	? Evolution du PIB/hab. et PIB spa par hab. ²
	? Répartition de l'emploi par secteur
Chômage et	? Taux de chômage ; Evolution du taux de chômage
marché du travail	? Taux de chômage des jeunes ;
	? Taux de chômage des femmes
	g' Taux de chômage de longue

13 B. ORGANISMES CHARGÉS DE L'IDE ET DE SOUTIEN À L'INVESTISSEMENT

l'étroite collaboration entre une entreprise et ses fournisseurs (fournisseurs clés) qui lui permet de mieux satisfaire les besoins du marché et mène à la réussite. Grâce à cette interaction, qui peut naître grâce à la proximité géographique, l'entreprise peut bénéficier d'un accès rapide à l'information, aux idées neuves et aux innovations de ses fournisseurs.

En retour, les fournisseurs y gagnent l'accès à l'information sur les produits et les débouchés, ce qui leur permet d'améliorer leurs intrants et procédés.

De façon similaire, la présence d'industries arables, ressources naturelles, capital apparentées procure des avantages concurrentiels à une nation et à ses entreprises. Les firmes « apparentées », qui disposent d'activités similaires ou identiques dans leurs chaînes de valeur respectives, peuvent coordonner ou partager ces activités, en particulier dans le domaine du développement. Les firmes concurrentes

Selon Porter, les

principes préalables nécessités par toute

intervention gouvernementale pour améliorer

l'avantage concurrentiel national sont :

Selon Porter, trois caractéristiques jouent un rôle important:

1. Ce sont les entreprises qui se concurrencent, et non les pays; 2. L'avantage concurrentiel d'une nation dans une

? La composition de la demande intérieure (la nature des besoins des consommateurs); ? Le volume et le type de croissance de la demande; ? Les mécanismes par lesquels les préférences intérieures sont transmises aux marchés étrangers. Michael Porter affirme que c'est la qualité de la demande sur le marché intérieur qui l'emporte sur la quantité, dans la détermination de l'avantage concurrentiel. En effet, le modèle du losange indique que la composition de la demande intérieure définit la façon dont les entreprises appréhendent les besoins des industries n'est que relatif; 3. L'avantage concurrentiel naît du dynamisme, et non de gains de coûts à court terme; 4. La prospérité économique d'une nation exige que ses industries se valorisent; 5. L'avantage concurrentiel d'une nation est souvent concentré géographiquement; 6. Un avantage concurrentiel dans une industrie se construit au moins en une décennie; 7. Ce sont les différences qui procurent un avantage aux nations, et non les similitudes; 8. La plupart des catégories utilisées pour classer les industries sont dénuées de fondement; 9. L'avantage concurrentiel est pénible à préserver consommateurs et les satisfont. En effet, la clientèle pour les entreprises et leur personnel intérieure peut donner à une firme une image claire de Concernant les influences qu'exerce ses besoins et ainsi la rendre apte à mieux se l'intervention de l'État sur les éléments du Diamant, il

commerciale négative, à l'exception de l'Algérie, Libye, Espagne 27

France Grèce Italie Malte Portugal Maroc et 'Tableau 4 : Commerce extérieur 17 31 53 100 42 53 40 ND 30

Source	principal	soutien	Importations	ne	
	commerciale	en %	du	gou-	verne-
			est	d'améliore-	ment
			la	qual-	ité
			de	la	sur
			les	im-	por-
			im-	por-	ta-
			ta-	tions	en
			en	% de	l'énergie
			de	con-	som-
			l'énergie	con-	som-
			con-	som-	mée
			sommée	des	facteurs
			demande	intérieure,	ce qui,
			ce qui,	en retour,	influencerait
			en retour,	influencerait	(*)
			(*)	Indicateur	synthétique
			Indicateur	synthétique	évaluant
			évaluant	la	qualité
			la	qualité	des
			des	facteurs	de
			de	la	demande
			demande	étrangère.	2006
			étrangère.	2006	
demande intérieure, ce qui, en retour, influencerait (*)					Indicateur synthétique évaluant la qualité des facteurs de production dans le contexte concurrentiel et du tissu industriel local.
Albanie (**)					Indicateur synthétique évaluant la compétitivité fiscale, du degré de protection des investisseurs et de la commercialisation de nouvelles technologies.
Maroc Niveau de priorité		1	0,7		demande précoce doit être accompagnée d'une
					18,9
					95,2
					2
					3

13 B. ORGANISMES CHARGÉS DE L'IDE ET DE SOUTIEN À L'INVESTISSEMENT

transfert du capital et des revenus dans certaines limites fixées. ? Accords internationaux en relation avec le dans les cinq prochaines années 6 à 7 milliards de \$ d'IDE avec la création de 190 000 emplois. En 2001 et 2002, elle est classée respectivement 4 ème et 3 ème pays d'accueil IDE en Afrique mais la majorité

Tableau 9 : Evolution des principaux projets déclarés pour (1993-2000).

Années	Projets en %
1993-1994	6942
1995	8382
1996	2075
1997	49892
1998	91441
1999	12372
2000	13100
Total	432100

Source : APSI 2000.

Figure 17: ?

Figure 18: ?

14

Intitulé// indicateur	Algérie	Maroc	Tunisie
Temps nécessaire pour créer une entreprise (en jours)	24	12	12
Transfert de propriété (jours -procédures)	51 -14	47 -68	49 -5
Taux d'imposition totale (en % des bénéfices en 2006)	72,6	53,1	61
Indice de compétitivité (position 2007)	81 ème	64 ème	25 ème
Qualité de l'environnement des affaires (position 2007)	120 ème	75 ème	33 ème
Indice de liberté économique (2005)	124 ème	107 ème	69 ème
Facilité de faire des affaires (2006)	125 ème	129 ème	88 ème
Indice de corruption (2007)	99 ème	72 ème	61 ème

[Note: Source: *www.Doingbusiness.org* & *www.weforum.org* e. Evaluation de la compétitivité de l'Algérie en termes Le classement par risque aux affaires de l'Algérie indique qu'elle a amélioré son rang.]

Figure 19: Tableau 14 :

Facilité de faire des affaires	Algérie	Allemagne	Maroc	Portugal	Roumanie	Pologne	Tunisie	
132	25	128	48	47	76	73	59	
1. Création d'entreprise	141	102	62	34	26	145	37	43
2. Octroi de permis de construire	112	15	90	128	88	158	101	131
3. Embauche des travailleurs	118	142	168	164	143	82	113	138
4. Transfert de propriété	162	52	117	79	114	84	55	34
5. Obtention des prêts	131	12	131	109	12	28	84	68
6. Protection des investisseurs	70	88	164	38	38	38	142	53
7. Paiement des taxes et impôts	166	80	119	73	146	142	106	68
8. Commerce transfrontalier	118	11	64	33	40	41	38	59
9. Exécution des contrats	126	9	112	34	31	68	72	27
10. Fermeture d'entreprise	49	33	64	21	85	82	32	118

[Note: Source: établi par l'auteur à partir du rapport de 2009 de doingbusiness (sur 178 pays)]

Figure 20: ?

**13 B. ORGANISMES CHARGÉS DE L'IDE ET DE SOUTIEN À
L'INVESTISSEMENT**

- 145 [Bellon] , B Bellon .
- 146 [Bichara] , K Bichara .
- 147 [www.caimesd] , *www.caimesd* (org; (gouvernance, compétitivité et réseau dans l'aire euromed)
- 148 [Krugman « La Compétitivité et al. ()] , P Krugman « La Compétitivité , » Dangereuse Obsession , Washington
- 149 Er Mai . 1994.
- 150 [Ocde and Competitiveness ()] , Industrial Ocde , Competitiveness . 1996. Paris. 20. (Ordonnance n° 01-04 du
- 151 20 août 2001 in JORA (journal officiel de la république algérienne)
- 152 [Ide ()] , « Ide . *Economica* 1998.
- 153 [Nashashibi and Algérie ()] , Alii; « Nashashibi , Algérie . 1998. FMI. (stabilisation et transition à l'éco. de
- 154 marché)
- 155 [Porter « Can Japan Compete et al. ()] , Michael Porter « Can Japan Compete , ? » , H Takeuchi , M
- 156 Sakakibara , England Basingstoke . 2000. New York: Macmillan.
- 157 [Le et al. ()] , Le , » Vu Du Sud , L/ Harmattan . 2001.
- 158 [Rapport ()] , Cnuced Rapport . et Synthèse sur la compétitivité des entreprises 2001. 2004.
- 159 [World Economic forum ()] , *World Economic forum* 2002.
- 160 [Algérie ()] , Algérie . *Confluences Médit* 2003. 45.
- 161 [Algeria ()] , *Algeria* 2006. Investment Climate Statement, U.S. State Department, www.state.gov
- 162 [Profil Pays ()] , Algérie Profil Pays . 2006. France, ERF, Egypt, Janvier. Institut de La Méditerranée
- 163 [Investir Magazine ()] , « Investir Magazine . 2009.
- 164 [Aménagement du territoire et Pôles de compétitivité et d'Excellence, MATE (Ministère de l'aménagement du territoire et de l'en
- 165 *Aménagement du territoire et Pôles de compétitivité et d'Excellence, MATE (Ministère de l'aménagement du*
- 166 *territoire et de l'environnement)*, (Alger) 2007.
- 167 [ANIMA, rapport 2007 (sur l'Algérie)] *ANIMA, rapport 2007 (sur l'Algérie)*,
- 168 [Artus ()] P Artus . *Productivité et croissance : diagnostic macroéconomique?» CAE*, 2004.
- 169 [Gregoir and Maurel] 'Deuxième version, Octobre 2002. 32. 6 ème rapport périodique sur la situation socioé-
- 170 conomique et le développement des régions de l'UE ; partie 2, les facteurs qui sous'. S Gregoir , « Maurel .
- 171 *Les indices de compétitivité des pays: interprétation et limites*», *INSEE*, (tendent la compétitivité)
- 172 [Guide investir en Algérie ()] *Guide investir en Algérie*, 2006.
- 173 [Hatem ()] F Hatem . « *Investissement international et politiques d'attractivité*, 2004.
- 174 [Jamet ()] J F Jamet . *Les sources des tableaux et graphiques : données réunies par la Fondation Robert Schuman*,
- 175 2008. (Les défis politiques et économiques de l'Union pour la Méditerranée)
- 176 [Krugman ()] P Krugman . *Obstfeld « International Economics: Theory and Policy*, (Boston) 2003.
- 177 [MATUHE (ministère de l'AT, de l'urbanisme, de l'habitat et de l'environnement), « Etude sur la compétitivité territoriale ()]
- 178 *MATUHE (ministère de l'AT, de l'urbanisme, de l'habitat et de l'environnement)*, « *Etude sur la compétitivité*
- 179 *territoriale*, 2002. Maroc. (rapport de synthèse)
- 180 [Rapport ()] Cnuced Rapport . *Country Profile: ALGERIA*, 2006.
- 181 [Rapport CNUCED, « Examen de la politique de l'investissement Algérie », Nations Unis Rapport CNUCED, World investment
- 182 'Rapport CNUCED, « Examen de la politique de l'investissement Algérie », Nations Unis'. *Rapport CNUCED*,
- 183 *World investment report* 2013 27. 2004.
- 184 [Rapport du CAE sur la compétitivité, selon l'Agenda de Lisbonne de ()] *Rapport du CAE sur la compétitivité,*
- 185 *selon l'Agenda de Lisbonne de*, 2000.
- 186 [Regional competitiveness indicators (1998)] *Regional competitiveness indicators*, (Cambridge) Sept. 1998. Cam-
- 187 bridge Econometrics
- 188 [Rencontre d'affaires Algéro-Italienne, 28 janvier ()] *Rencontre d'affaires Algéro-Italienne, 28 janvier*, [Http/](http://www.andi.dz)
- 189 [/www.andi.dz](http://www.andi.dz) 2008.
- 190 [Porter ()] 'Republished with a new introduction'. Michael E Porter , « . *The Competitive Advantage of Nations*»,
- 191 (New York) 1990. 1998. The Free Press.
- 192 [Revue française de géoéconomie: La France toujours compétitive?] *Revue française de géoéconomie: La France*
- 193 *toujours compétitive?*, p. .
- 194 [Farrel ()] « *la compétitivité territoriale : construire une stratégie de développement territoriale cahiers de*
- 195 *l'innovation, Observatoire européen LEADER, sept*, G Farrel . 1999.
- 196 [Martin ()] « *Mondialisation et délocalisation* », tome 2, mise à jour le, D Martin . 30 octobre 2005.